

Département du Calvados

Commune de FONTAINE-HENRY

PLAN LOCAL D'URBANISME

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

PIECE F1-a

Plan Local d'Urbanisme approuvé par DCM du 18 décembre 2012



NEAPOLIS

3 Allée du Green
14 520
PORT EN BESSIN

SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

Code	Nom de la servitude	Service gestionnaire
AS1	Protection de captages AEP Forage Mue F6 et Moulin F5	Agence Régional de la Santé Espace Claude Monnet Place Jean Nouzille BP 95226 14052 CAEN cedex 4
T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement	DDTM du Calvados 10 boulevard du Général Vanier BP80517 14035 CAEN Cedex 1
AC1	Servitudes de protection des monuments historiques : Château de FONTAINE-HENRY Eglise de FONTAINE-HENRY	Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Calvados 13 bis rue saint Ouen 14052 CAEN CEDEX 4
AC2	Protection des sites et des monuments naturels inscrits et classés Site inscrit : vallée de la Mue Site Classé : Parc du château	DREAL de Basse Normandie 10 boulevard du Général Vanier BP60040 14006 CAEN Cedex



Direction de l'Équipement

2ème Arrondissement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Projet d'alimentation en eau potable
de la Ville de CAEN

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE LA REGION DE BASSE-NORMANDIE,
PREFET DU CALVADOS,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la délibération en date du 26 juin 1968 par laquelle le Conseil Municipal de CAEN demande l'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable projetés pour desservir la Ville de CAEN par dérivation des eaux souterraines du bassin de la Mue et de la basse Vallée de la Seulles,

Vu l'engagement du Conseil Municipal de la Ville de CAEN d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

Vu l'avant-projet des travaux à exécuter, dressé par la Direction Départementale de l'Équipement et le Service Régional d'Aménagement des Eaux,

Vu le Code Rural et notamment son article 113,

Vu l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique, relatif à la procédure d'enquête,

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sur le régime et la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles 20 et 20-1,

Vu le décret n° 61-859 du 1er août 1961 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique relatif aux eaux potables, et notamment ses articles 4.1 et 4.2,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 1964, déclarant d'utilité publique les travaux entrepris par le Syndicat des Eaux de la Source de THAON pour le captage de la source de THAON, et autorisant la dérivation des eaux,

.../...

Vu les rapports du géologue officiel en date des 21 février et 1er mars 1969,

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 21 mars 1969,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 22 mars 1969,

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture préalable à l'ouverture de l'enquête, en date du 11 avril 1969,

Vu l'avis de l'Ingénieur en Chef des Mines en date du 14 avril 1969,

Vu l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France en date du 29 septembre 1969,

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé du 1er au 17 décembre 1969 conformément à l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1969 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux,

Vu l'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 7 janvier 1970,

Vu le rapport en date du 11 février 1970 du Directeur Départemental de l'Agriculture sur les résultats de l'enquête,

Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 59-680 du 19 mai 1959,

Considérant que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable,

Sur la proposition du Directeur Départemental de l'Equipement chargé du contrôle des travaux, en date du.....23.12.69.....

A R R E T E :

ARTICLE 1er.- Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la Ville de CAEN, en vue de son alimentation en eau potable.

ARTICLE 2.- La Ville de CAEN est autorisée à dériver les eaux souterraines, recueillies par 6 forages exécutés et indiqués sur les plans ci-annexé :

- F 1 sur le territoire de la Commune de THAON
- F 3 sur le territoire de la Commune de THAON
- F 4 sur le territoire de la Commune de THAON
- F 5 sur le territoire de la Commune de FONTAINE-HENRY
- F 6 sur le territoire de la Commune de FONTAINE-HENRY
- F 8 sur le territoire de la Commune de AMBLIE.

.../...

ARTICLE 3. - Le volume à prélever par pompage par la Ville de CAEN ne pourra excéder 18 700 m³ par jour ni 935 m³ par heure, le prélèvement sur chaque forage étant au maximum le suivant :

- F 1 : 100 m³/h pendant 20 h par jour
- F 3 : 200 m³/h pendant 20 h par jour
- F 4 : 125 m³/h pendant 20 h par jour
- F 5 : 150 m³/h pendant 20 h par jour
- F 6 : 125 m³/h pendant 20 h par jour
- F 8 : 400 m³/h pendant 20 h par jour

En cas de non fonctionnement des forages 6 et 8, le prélèvement sur le forage F 3 pourra être porté à titre de secours provisoire à 400 m³/h.

La Ville de CAEN devra restituer en priorité sur les débits ainsi prélevés les quantités d'eau journalières suivantes :

Syndicat de la Source de THAON	:	1 500 m ³
Syndicat de CAEN-OUEST	:	400 m ³

Pour le Syndicat de la Source de THAON cette eau sera mise à sa disposition ^{gratuitement} à la sortie du réservoir de reprise prévu à THAON, la Ville de CAEN devant en outre indemniser le Syndicat pour les modifications entraînées à ses ouvrages.

Pour le Syndicat de CAEN OUEST cette eau sera mise à la disposition du Syndicat au réservoir prévu à St CONTEST. Le Syndicat prendra en charge tous les frais d'installation de ses propres ouvrages, sans préjudice de sa participation à l'amortissement et aux frais d'exploitation des ouvrages empruntés. Cette participation courra à compter de l'utilisation des ouvrages par le Syndicat.

ARTICLE 4. - Les dispositions prévues pour que les diverses prescriptions de l'article précédent soient régulièrement observées, ainsi que les appareils de jaugeage ou de contrôle nécessaires, devront être soumis par la Ville de CAEN à l'agrément du service du contrôle.

ARTICLE 5. - Un programme général de surveillance de la nappe du bassin de la Mue et de la basse vallée de la Seulles sera établi par les soins et aux frais de la Ville de CAEN et soumis pour approbation au Comité Technique Régional de l'Eau. Ce programme donnera lieu à l'établissement d'un bilan annuel mettant en évidence l'influence des différents forages et l'évolution de la nappe compte tenu de la pluviométrie. Un des buts de ce bilan sera en particulier de vérifier que les prélèvements faits par la ville de CAEN ne portent pas atteinte aux autorisations de prélèvements des Syndicats de CHEUX-ST MANVIEU et de BRETTEVILLE-l'ORGUEILLEUSE soit respectivement 300 et 1000 m³/j.

.../...

ARTICLE 6.- Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal de CAEN dans sa séance du 28 juin 1968, la ville de CAEN devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 7.- Il est établi autour des forages des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, conformément aux indications des plans ci-annexés. Les périmètres concernent les communes de COLOMBIERS-sur-SEUILLES, AMBLIE, BANVILLE, BASLY, BENEY-sur-MER, COLOMBY-sur-THAON, FONTAINE-HENRY, LASSON, le FRESNE-CANILLY, REVIERS, THAON.

Les périmètres de protection immédiate seront acquis en toute propriété et clos par la Ville de CAEN.

ARTICLE 8.- Les périmètres de protection rapprochée consistent en des zones à l'intérieur desquelles certaines activités sont interdites ou réglementées

Dans ces périmètres sont interdits :

- les constructions nouvelles, sauf les dépendances de constructions existantes et les constructions nécessaires à l'activité normale des exploitations agricoles existantes,
- les installations figurant à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, comme présentant un danger d'altération des eaux, qu'ils soient soumis à autorisation ou à simple déclaration,
- les campings, villages de vacances et installations analogues,
- les extractions de matériaux, les carrières, les excavations de toute nature, les puits et forages autres que ceux qui sont effectués sous le contrôle de l'Administration.
- les puisards pour l'évacuation des eaux usées, celle-ci devant se faire par le procédé de l'épandage souterrain superficiel,
- les dépôts de substance, susceptibles de nuire à la qualité des eaux et notamment les dépôts d'ordures. Les fumières seront autorisées si elles sont implantées sur une aire bétonnée étanche et dotées d'une fosse à purin. Les dépôts de produits chimiques et d'hydrocarbures sont interdits exception faite des dépôts indispensables à l'activité normale des exploitations qui devront être aménagées de telle sorte qu'ils n'offrent aucun risque d'infiltration dans le sous-sol.
- les canalisations de fluides présentant un danger d'altération des eaux.

.../...

Dans ces périmètres rapprochés est réglementé :

- le stationnement des bestiaux : le pacage ordinaire reste autorisé, mais la création d'aménagements impliquant un rassemblement des bêtes (abreuvoirs, stations de traite) sera interdite dans un rayon de 150 m autour des forages.

Ces installations existantes non conformes à ces prescriptions devront être modifiées en conséquence, avant la mise en service des nouveaux forages.

ARTICLE 9. - Les périmètres complémentaires de protection éloignée consistent en des zones à l'intérieur desquelles certaines activités sont réglementées.

Les servitudes intéressant ces zones sont les suivantes :

- a) Il s'agit d'une zone non aedificandi restreinte, en ce sens que les habitations pourront y être autorisées dans le cadre de la réglementation concernant la construction en zone rurale et à condition que le projet de système d'assainissement envisagé soit soumis à l'approbation du Conseil Départemental d'Hygiène ou du Géologue Officiel. Par contre, on interdira l'implantation de zones à forte densité de population dont l'assainissement compromettrait la qualité des eaux souterraines ainsi que des industries présentant par la nature des produits employés et de leurs eaux résiduaires, un danger de pollution des eaux souterraines.
- b) Sont généralement interdites les installations figurant à la nomenclature des établissements dangereux visés par le périmètre de protection rapproché.
- c) le stockage des produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux insalubres ou incommodes devra être conforme à l'arrêté du Ministre de l'Industrie, du 21 mars 1968 et aux règles annexées. En outre le stockage en fosse et le stockage enfoui sont interdits. Les dépôts de fuel lourd dont le point d'éclair est supérieur à 100° C et d'huiles de graissage, sont limités à 4 000 litres.
- d) Les canalisations de fluides présentant un danger d'altération des eaux sont généralement interdites.

Ces installations existantes non conformes à ces prescriptions devront être modifiées en conséquence, avant la mise en service des nouveaux forages.

ARTICLE 10. - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

.../...

ARTICLE 11. - Le Maire de CAEN, agissant au nom de la Ville de CAEN est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu de l'ordonnance n° 58.997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires pour la réalisation du projet. L'expropriation devra avoir lieu dans un délai maximal de cinq ans.

ARTICLE 12. - Il sera pourvu à la dépense évaluée à 10 000 000 F au moyen de subventions, d'emprunts et d'autofinancement.

ARTICLE 13. - Le Maire de CAEN et les maires des communes visées à l'article 7 afficheront cet arrêté à la mairie et dans les lieux habituels. Le Maire de CAEN le fera publier dans un journal du Département.

ARTICLE 14. - L'arrêté préfectoral du 26 février 1964 susvisé est abrogé en ce qu'il est contraire au présent arrêté à dater de la mise en service des installations prévues au présent arrêté.

ARTICLE 15. -

- Le Maire de CAEN
- Les Maires des communes visées à l'article 7
- Le Sous-Préfet de BAYEUX
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture
- Le Directeur Départemental de l'Equipement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait à CAEN, le - 5 MARS 1970

LE PREFET,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé: J. REDIER

POUR AMPLIATION

L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau



[Handwritten signature]

Direction de l'Equipement

2ème Arrondissement

ARRETE PREFECTORAL

Alimentation en eau potable
de la Ville de CAEN

-:-

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE LA REGION DE BASSE NORMANDIE

PREFET DU CALVADOS,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU, la délibération en date du 28 juin 1968 par laquelle le Conseil Municipal de CAEN demande l'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable projetés pour desservir la Ville de CAEN par dérivation des eaux souterraines du bassin de la Mue et de la Basse Vallée de la Seulles,

VU, l'engagement du Conseil Municipal de la Ville de CAEN d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

VU, l'avant-projet des travaux à exécuter, dressé par la Direction Départementale de l'Equipement et le Service Régional d'Aménagement des Eaux,

VU, le Code Rural et notamment son article 113,

VU, l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU, le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique, relatif à la procédure d'enquête,

VU, la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sur le régime et la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution,

VU, le Code de la Santé Publique et notamment ses articles 20 et 20-1,

VU, le décret n° 61-859 du 1er août 1961 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique relatif aux eaux potables, et notamment ses articles 4.1 et 4.2,

.../...

VU, l'arrêté préfectoral du 26 février 1964, déclarant d'utilité publique les travaux entrepris par le Syndicat des Eaux de la Source de THAON pour le captage de la source de THAON, et autorisant la dérivation des eaux,

VU, les rapports du géologue officiel en date des 21 février et 1er mars 1969,

VU, l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 21 mars 1969,

VU, l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 22 mars 1969,

VU, l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture préalable à l'ouverture de l'enquête, en date du 11 avril 1969,

VU, l'avis de l'Ingénieur en Chef des Mines en date du 14 avril 1969,

VU, l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France en date du 29 septembre 1969,

VU, le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé du 1er au 17 décembre 1969 conformément à l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1969 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux,

VU, l'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 7 janvier 1970,

VU, le rapport en date du 11 février 1970 du Directeur Départemental de l'Agriculture sur les résultats de l'enquête,

VU, la délibération du 12 novembre 1975, par laquelle le Conseil Municipal de la Ville de CAEN décide d'abandonner l'utilisation du forage n° 1 du Bassin de la Mue, situé sur le territoire de la commune de THAON,

VU, le rapport en date du 9 février 1976 du Directeur Départemental de l'Agriculture sur l'abandon du forage n° 1 situé sur le territoire de la commune de THAON,

Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 59-680 du 19 mai 1959,

Considérant que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture en date du 19 février 1976,

A R R E T E

ARTICLE 1er - les articles 2, 3 et 7 de l'arrêté de déclaration d'utilité publique du 5 mars 1970 sont modifiés comme suit :

.../...

"ARTICLE 2.- La Ville de CAEN est autorisée à dériver les eaux souterraines, recueillies par 5 forages exécutés et indiqués sur les plans ci-annexés:

- F3 sur le territoire de la Commune de THAON
- F4 sur le territoire de la Commune de THAON
- F5 sur le territoire de la Commune de FONTAINE-HENRY
- F6 sur le territoire de la Commune de FONTAINE-HENRY
- F8 sur le territoire de la commune de AMELIE.

ARTICLE 3.- Le volume à prélever par pompage par la ville de CAEN ne pourra excéder 18 700 m³ par jour ni 935 m³ par heure, le prélèvement sur chaque forage étant au maximum le suivant :

- F3 : 200 m³/h pendant 20 h par jour
- F4 : 125 m³/h pendant 20 h par jour
- F5 : 150 m³/h pendant 20 h par jour
- F6 : 125 m³/h pendant 20 h par jour
- F8 : 400 m³/h pendant 20 h par jour

En cas de non fonctionnement des forages 6 et 8, le prélèvement sur le forage F3 pourra être porté à titre de secours provisoire à 400 m³/h.

La Ville de CAEN devra restituer en priorité sur les débits ainsi prélevés les quantités d'eau journalières suivantes :

Syndicat de la Source de THAON	:	1 800 m ³
Syndicat de CAEN-OUEST	:	400 m ³

Pour le Syndicat de la Source de THAON cette eau sera mise à sa disposition gratuitement à la sortie du réservoir de reprise prévu à THAON, la Ville de CAEN devant en outre indemniser le Syndicat pour les modifications entraînées à ses ouvrages.

Pour le Syndicat de CAEN-OUEST cette eau sera mise à la disposition du Syndicat au réservoir prévu à St-CONTEST. Le Syndicat prendra en charge tous les frais d'installation de ses propres ouvrages, sans préjudice de sa participation à l'amortissement et aux frais d'exploitation des ouvrages empruntés. Cette participation courra à compter de l'utilisation des ouvrages par le Syndicat.

ARTICLE 7.- Il est établi autour des forages des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, conformément aux indications des plans ci-annexés. Les périmètres concernent les communes de COLOMBIERS-sur-SEULLES, AMELIE, BANVILLE, BASLY, HENRY-sur-MER, COLOMEY-sur-THAON, FONTAINE-HENRY, REVIERS, THAON.

Les périmètres de protection immédiate seront acquis en toute propriété et clos par la Ville de CAEN.

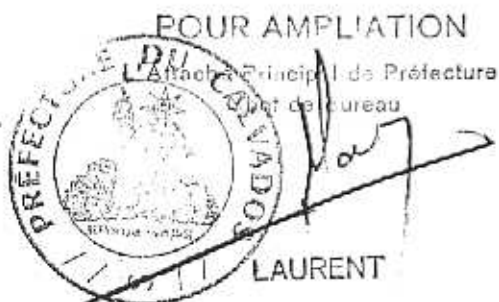
ARTICLE 2. - Les autres articles de l'arrêté du 5 mars 1970 restent inchangés.

ARTICLE 3. -

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
Le Maire de la Ville de CAEN,
Le Maire de COLOMBIERS-sur-SEULLES,
Le Maire d' AMELIE;
Le Maire de BANVILLE,
Le Maire de BASLY,
Le Maire de BENY-sur-MER,
Le Maire de COLOMBY-sur-THAN,
Le Maire de FONTAINE-HENRY,
Le Maire de LASSON,
Le Maire de Le PRESNE-CAMILLY,
Le Maire de REVIERS,
Le Maire de THAON,
Le Sous-Préfet chargé de l'Arrondissement de CAEN,
Le Sous-Préfet de BAYEUX,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture,
Le Directeur de l'Action Sanitaire et Sociale,
Le Directeur Départemental de l'Equipement,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à CAEN, le - 1 AVR. 1976

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé: H. GUYON



Direction de l'Équipement

2ème Arrondissement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Projet d'alimentation en eau potable
de la Ville de CAEN

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE LA REGION DE BASSE-NORMANDIE,
PREFET DU CALVADOS,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la délibération en date du 28 juin 1968 par laquelle le Conseil Municipal de CAEN demande l'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable projetés pour desservir la Ville de CAEN par dérivation des eaux souterraines du bassin de la Mue et de la basse Vallée de la Seulles,

Vu l'engagement du Conseil Municipal de la Ville de CAEN d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

Vu l'avant-projet des travaux à exécuter, dressé par la Direction Départementale de l'Équipement et le Service Régional d'Aménagement des Eaux,

Vu le Code Rural et notamment son article 113,

Vu l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique, relatif à la procédure d'enquête,

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sur le régime et la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles 20 et 20-1,

Vu le décret n° 61-859 du 1er août 1961 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique relatif aux eaux potables, et notamment ses articles 4.1 et 4.2,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 1964, déclarant d'utilité publique les travaux entrepris par le Syndicat des Eaux de la Source de THAON pour le captage de la source de THAON, et autorisant la dérivation des eaux,

.../...

ARTICLE 3.- Le volume à prélever par pompage par la Ville de CAEN ne pourra excéder 16 700 m³ par jour ni 935 m³ par heure, le prélèvement sur chaque forage étant au maximum le suivant :

- F 1 : 100 m³/h pendant 20 h par jour
- F 3 : 200 m³/h pendant 20 h par jour
- F 4 : 125 m³/h pendant 20 h par jour
- F 5 : 150 m³/h pendant 20 h par jour
- F 6 : 125 m³/h pendant 20 h par jour
- F 8 : 400 m³/h pendant 20 h par jour

En cas de non fonctionnement des forages 6 et 8, le prélèvement sur le forage F 3 pourra être porté à titre de secours provisoire à 400 m³/h.

La Ville de CAEN devra restituer en priorité sur les débits ainsi prélevés les quantités d'eau journalières suivantes :

Syndicat de la Source de THAON	:	1 800 m ³
Syndicat de CAEN-OUEST	:	400 m ³

Pour le Syndicat de la Source de THAON cette eau sera mise à sa disposition ^{gratuitement} à la sortie du réservoir de reprise prévu à THAON, la Ville de CAEN devant en outre indemniser le Syndicat pour les modifications entraînées à ses ouvrages.

Pour le Syndicat de CAEN OUEST cette eau sera mise à la disposition du Syndicat au réservoir prévu à St CONTEST. Le Syndicat prendra en charge tous les frais d'installation de ses propres ouvrages, sans préjudice de sa participation à l'amortissement et aux frais d'exploitation des ouvrages empruntés. Cette participation courra à compter de l'utilisation des ouvrages par le Syndicat.

ARTICLE 4.- Les dispositions prévues pour que les diverses prescriptions de l'article précédent soient régulièrement observées, ainsi que les appareils de jaugeage ou de contrôle nécessaires, devront être soumis par la Ville de CAEN à l'agrément de service du contrôle.

ARTICLE 5.- Un programme général de surveillance de la nappe du bassin de la Mue et de la basse vallée de la Seulles sera établi par les soins et aux frais de la Ville de CAEN et soumis pour approbation au Comité Technique Régional de l'Eau. Ce programme donnera lieu à l'établissement d'un bilan annuel mettant en évidence l'influence des différents forages et l'évolution de la nappe compte tenu de la pluviométrie. Un des buts de ce bilan sera en particulier de vérifier que les prélèvements faits par la ville de CAEN ne portent pas atteinte aux autorisations de prélèvements des Syndicats de CHEUX-ST MANVIEU et de BRETTEVILLE-l'ORQUEILLEUSE soit respectivement 300 et 1000 m³/j.

.../...

ARTICLE 6. - Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal de CAEN dans sa séance du 28 juin 1968, la ville de CAEN devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 7. - Il est établi autour des forages des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, conformément aux indications des plans ci-annexés. Les périmètres concernent les communes de COLOMBIERS-sur-SEULLES, AMBLIE, BANVILLE, BASLY, BENEY-sur-MER, COLONBY-sur-THAON, FONTAINE-HENRY, LASSON, le FRESNE-CAMILLY, REVIERS, THAON.

Les périmètres de protection immédiate seront acquis en toute propriété et clos par la Ville de CAEN.

ARTICLE 8. - Les périmètres de protection rapprochée consistent en des zones à l'intérieur desquelles certaines activités sont interdites ou réglementées

Dans ces périmètres sont interdits :

- les constructions nouvelles, sauf les dépendances de constructions existantes et les constructions nécessaires à l'activité normale des exploitations agricoles existantes,
- les installations figurant à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, comme présentant un danger d'altération des eaux, qu'ils soient soumis à autorisation ou à simple déclaration,
- les campings, villages de vacances et installations analogues,
- les extractions de matériaux, les carrières, les excavations de toute nature, les puits et forages autres que ceux qui sont effectués sous le contrôle de l'Administration.
- les puisards pour l'évacuation des eaux usées, celle-ci devant se faire par le procédé de l'épandage souterrain superficiel,
- les dépôts de substance, susceptibles de nuire à la qualité des eaux et notamment les dépôts d'ordures. Les fumières seront autorisées si elles sont implantées sur une aire bétonnée étanche et dotées d'une fosse à purin. Les dépôts de produits chimiques et d'hydrocarbures sont interdits exception faite des dépôts indispensables à l'activité normale des exploitations qui devront être aménagées de telle sorte qu'ils n'offrent aucun risque d'infiltration dans le sous-sol.
- les canalisations de fluides présentant un danger d'altération des eaux.

.../...

Dans ces périmètres rapprochés est réglementé :

- le stationnement des bestiaux : le pacage ordinaire reste autorisé, mais la création d'aménagements impliquant un rassemblement des bêtes (abreuvoirs, stations de traite) sera interdite dans un rayon de 150 m autour des forages.

Ces installations existantes non conformes à ces prescriptions devront être modifiées en conséquence, avant la mise en service des nouveaux forages.

ARTICLE 9. - Les périmètres complémentaires de protection éloignée consistent en des zones à l'intérieur desquelles certaines activités sont réglementées.

Les servitudes intéressant ces zones sont les suivantes :

- a) Il s'agit d'une zone non aedificandi restreinte, en ce sens que les habitations pourront y être autorisées dans le cadre de la réglementation concernant la construction en zone rurale et à condition que le projet de système d'assainissement envisagé soit soumis à l'approbation du Conseil Départemental d'Hygiène ou du Géologue Officiel. Par contre, on interdira l'implantation de zones à forte densité de population dont l'assainissement compromettrait la qualité des eaux souterraines ainsi que des industries présentant par la nature des produits employés et de leurs eaux résiduaires, un danger de pollution des eaux souterraines.
- b) Sont généralement interdites les installations figurant à la nomenclature des établissements dangereux visés par le périmètre de protection rapprochée.
- c) le stockage des produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux insalubres ou incommodes devra être conforme à l'arrêté du Ministre de l'Industrie, du 21 mars 1968 et aux règles annexées. En outre le stockage en fosse et le stockage enfoui sont interdits. Les dépôts de fuel lourd dont le point d'éclair est supérieur à 100° C et d'huiles de graissage, sont limités à 4 000 litres.
- d) Les canalisations de fluides présentant un danger d'altération des eaux sont généralement interdites.

Ces installations existantes non conformes à ces prescriptions devront être modifiées en conséquence, avant la mise en service des nouveaux forages.

ARTICLE 10. - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

.../...

ARTICLE 11. - Le Maire de CAEN, agissant au nom de la Ville de CAEN est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu de l'ordonnance n° 58.997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires pour la réalisation du projet. L'expropriation devra avoir lieu dans un délai maximal de cinq ans.

ARTICLE 12. - Il sera pourvu à la dépense évaluée à 10 000 000 F au moyen de subventions, d'emprunts et d'autofinancement.

ARTICLE 13. - Le Maire de CAEN et les maires des communes visées à l'article 7 afficheront cet arrêté à la mairie et dans les lieux habituels. Le Maire de CAEN le fera publier dans un journal du Département.

ARTICLE 14. - L'arrêté préfectoral du 26 février 1964 susvisé est abrogé en ce qu'il est contraire au présent arrêté à dater de la mise en service des installations prévues au présent arrêté.

ARTICLE 15. -

- Le Maire de CAEN
- Les Maires des communes visées à l'article 7
- Le Sous-Préfet de BAYEUX
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture
- Le Directeur Départemental de l'Équipement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait à CAEN, le -5 MARS 1970

LE PREFET,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé: J. REDIER

POUR AMPLIATION

L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau



[Signature]